

Service Installations classées de la DDPP
et Unité départementale de la DREAL

**Arrêté préfectoral de mise en demeure
n°DDPP-DREAL UD38-2026- 04-02
du 02 AVR. 2026
à l'encontre de la société BECTON DICKINSON FRANCE SAS
sur la commune de Le Pont-de-Claix**

La préfète de l'Isère,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,

Vu le règlement (UE) 2024/573 du parlement européen et du conseil du 7 février 2024 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et notamment l'article 6 relatif aux systèmes de détection des fuites requis pour certains équipements contenant des gaz à effet de serre fluorés ;

Vu le code de l'environnement, notamment le livre I^{er} titre VII (dispositions communes relatives aux contrôles et aux sanctions) et les articles L.171-6, L.171-8, L.172-1 et R.171-1, le livre V, titre I^{er} (installations classées pour la protection de l'environnement) et les articles L.511-1, L.514-5 ;

Vu le code de justice administrative, notamment le livre IV (l'introduction de l'instance de premier ressort), titre II (les délais) et l'article R.421-1 ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 février 2016 modifié relatif à certains fluides frigorigènes et aux gaz à effet de serre fluorés et notamment l'article 3 ;

Vu l'ensemble des décisions ayant réglementé les activités exercées par la société BECTON DICKINSON FRANCE SAS au sein de son site situé sur la commune de Le Pont-de-Claix, et notamment l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2007-04053 du 2 mai 2007, modifié et complété par les arrêtés préfectoraux complémentaires n°2011-039-0020 du 8 février 2011, n°2014-034-0022 du 3 février 2014, n°DDPP-ENV-2016-01-17 du 29 janvier 2016, n°DDPP-DREAL UD38-2019- 09-10 du 16 septembre 2019 et n°DDPP-DREAL UD38-2022-10-07 du 22 octobre 2022 ;

Considérant le rapport de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes, unité

départementale de l'Isère, du 19 mars 2026, réalisé à la suite de la visite effectuée le 17 mars 2026 du site de la société BECTON DICKINSON FRANCE SAS, situé sur la commune de Le Pont-de-Claix ;

Considérant le courriel du 23 mars 2026 de l'inspection des installations classées de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes, unité départementale de l'Isère, adressé à la société BECTON DICKINSON FRANCE SAS, faisant office de consultation contradictoire préalable prévue aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement et l'informant de la proposition de mise en demeure concernant son site situé sur la commune de Le Pont-de-Claix ;

Considérant les observations de l'exploitant formulées par courriels en date des 24 et 26 mars 2026 ;

Considérant que plusieurs équipements frigorifiques ou climatiques exploités sur le site, dont les équipements référencés GF10, GF51, GF52, GF53 et GF54, relèvent de l'article 6 du Règlement (UE) 2024/573 du parlement européen et du conseil du 7 février 2024 imposant la mise en place d'un système de détection de fuite ;

Considérant que les équipements référencés GF52, GF53 et GF54 ne disposent d'aucun système de détection de fuite ;

Considérant que cette non-conformité est de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que face à la situation irrégulière de l'installation susvisée, il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société BECTON DICKINSON FRANCE SAS de respecter les dispositions de l'article 6 relatif aux systèmes de détection des fuites requis les équipements contenant des gaz à effet de serre fluorés du règlement (UE) 2024/573 du parlement européen et du conseil du 7 février 2024, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du directeur départemental de la protection des populations de l'Isère et du chef de l'unité départementale de l'Isère de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes,

Arrête

Article 1 : La société BECTON DICKINSON FRANCE SAS (SIRET n° 056 501 711 00115) dont les installations sont situées 11 rue Aristide Bergès 38800 Le Pont-de-Claix est mise en demeure de respecter l'article 6 du règlement (UE) 2024/573 du parlement européen et du conseil du 7 février 2024 susvisé, en dotant en dotant les équipements référencés GF52, GF53 et GF54 d'un système de détection de fuites permettant d'alerter, en cas de fuite, l'exploitant ou une société assurant l'entretien.

Le délai de mise en conformité est de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

En cas de non-respect de cette mise en demeure dans le délai prévu, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, les sanctions administratives prévues par l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 2 : Conformément à l'article R.171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, cet arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État en Isère (www.isere.gouv.fr) pendant une durée minimale de deux mois.

Article 3 : En application de l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Grenoble dans le délai imparti par l'article R.421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de 2 mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Cette décision peut par ailleurs faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation telle que définie par l'article L.213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Grenoble.

La saisine du tribunal administratif est possible par la voie de l'application "Télérécours citoyens" sur le site www.telerecours.fr.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture de l'Isère et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société BECTON DICKINSON FRANCE SAS et dont copie sera adressée au maire de Le Pont-de-Claix.

La préfète



Pour la Préfète, par délégation,
le Secrétaire Général

Mahamadou DIARRA

— 2 AVR. 2026